

Numéro 1/2008

OSCE
MAGAZINE
ZINE

Présidence finlandaise : une « nouvelle ère de risques et de possibilités »

Le Conseil ministériel de Madrid souligne la valeur du dialogue

L'Arménie et le Monténégro se débarrassent des vestiges du passé

Restauration et rénovation

Le No 6 de la Wallnerstrasse s'anime



Le Magazine de l'OSCE, qui est également disponible en ligne, est publié en anglais et en russe par la Section de la presse et de l'information de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Les opinions exprimées dans les articles sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'OSCE et de ses États participants.

Rédaction : Patricia N. Sutter
Conception : Nona Reuter
Impression : Manz Crossmedia

Veuillez envoyer vos commentaires et contributions à :
pat.sutter@osce.org ou osce-magazine-at@osce.org

Section de la presse et de l'information
Secrétariat de l'OSCE
Kärntner Ring 5-7
A-1010 Vienne (Autriche)
Tél.: (+43-1) 514 36-278
Fax: (+43-1) 514 36-105

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe œuvre en faveur de la stabilité, de la prospérité et de la démocratie dans 56 États grâce à un dialogue politique sur des valeurs partagées et à des activités concrètes qui changent durablement les choses.

Présidence de l'OSCE en 2007 : Finlande

Structures et institutions de l'OSCE

Conseil permanent de l'OSCE, *Vienne*
Forum pour la coopération en matière de sécurité, *Vienne*
Secrétariat, *Vienne*
Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias, *Vienne*
Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, *Varsovie*
Haut Commissariat pour les minorités nationales, *La Haye*
Assemblée parlementaire de l'OSCE, *Copenhague*

Opérations de terrain

Caucase

Bureau de l'OSCE à Bakou
Mission de l'OSCE en Géorgie
Bureau de l'OSCE à Erevan
Représentant personnel du Président en exercice pour le conflit dont la Conférence de Minsk de l'OSCE est saisie

Asie Centrale

Centre de l'OSCE à Achgabat
Centre de l'OSCE à Astana
Centre de l'OSCE à Bichkek
Centre de l'OSCE à Douchanbé
Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ouzbékistan

Europe orientale

Bureau de l'OSCE à Minsk
Bureau de l'OSCE en Moldavie
Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ukraine

Europe du Sud-Est

Présence de l'OSCE en Albanie
Mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine
Mission de l'OSCE au Kosovo
Mission de l'OSCE au Monténégro
Mission de l'OSCE en Serbie
Mission de contrôle de l'OSCE à Skopje chargée d'éviter le débordement du conflit
Bureau de l'OSCE à Zagreb

Message du Président du Conseil permanent

L'année 2008 ne manquera pas de mettre l'OSCE à l'épreuve : notre programme recèle de nombreux défis qui ont des incidences considérables pour la sécurité coopérative dans l'espace de l'OSCE tout entier.



OSCE/SUSANNA LOOF

Je suis heureux de constater que les États participants ont accordé un vaste soutien aux thèmes prioritaires présentés par la Présidence finlandaise devant le Conseil permanent le 10 janvier ainsi que lors d'une retraite bien suivie une semaine plus tard.

Le travail des comités économique, de sécurité et sur la dimension humaine est bien engagé, y compris en ce qui concerne les mesures de suivi découlant des décisions prises lors de la Réunion du Conseil ministériel à Madrid. La première partie du Forum économique et environnemental, qui a porté sur les aspects sécuritaires, environnementaux et économiques de la coopération dans le domaine des voies de navigation maritimes et intérieures, vient juste de se terminer sur une excellente note.

L'idée d'un « quintet de présidences » gagne du terrain. Je suis persuadé que cela apportera une importante contribution à la planification dans des domaines tels que la lutte contre la traite des êtres humains et la définition de notre rôle pour apporter la paix et la stabilité en Afghanistan.

Les conflits de longue durée dans l'espace de l'OSCE sont un sujet d'extrême préoccupation pour cette Présidence. Le Ministre des affaires étrangères Ilkka Kanerva a effectué sans tarder une série de visites officielles dans des capitales clés pour assurer la continuité dans les diverses négociations. L'article principal du Magazine de l'OSCE décrit certaines de ces premières initiatives.

Une question majeure qui nous préoccupera en 2008 est celle du sort d'une pierre angulaire désormais contestée de la sécurité dans notre région, à savoir le Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe. Et, ne l'oublions pas, notre vaste gamme d'engagements dans la dimension humaine, dont l'observation des élections, nécessitera également notre étroite attention.

Pour nous attaquer à ces questions, nous devrions saisir toutes les occasions — heureusement jamais rares à l'OSCE — pour un dialogue ouvert et franc.

En ma qualité de Président du Conseil permanent en 2008, j'espère que les États participants s'acquitteront de façon constructive et dans le véritable esprit d'Helsinki de l'ambitieuse « liste de choses à faire » cette année. La Présidence ne pourra y parvenir seule. Si nous sommes réellement sincères quant au renforcement de l'Organisation et à la garantie de la stabilité dans l'espace de l'OSCE, chaque État participant devra rester pleinement engagé et s'acquitter de sa tâche de façon souple et consensuelle.

Je me réjouis à la perspective de nos efforts communs et de partager certains des résultats encourageants avec un public plus vaste grâce à des vecteurs d'information tels que le Magazine de l'OSCE. Les articles consacrés dans le présent numéro au projet d'élimination du mélange en Arménie et au programme de démilitarisation du Monténégro constituent d'excellents exemples de la façon dont notre travail sur le terrain change véritablement le cours des choses.

Ambassadeur Antti Turunen
Vienne, mars 2008

Dans ce numéro



PRÉSIDENCE EN 2008

- 4 La Présidence finlandaise se prépare à une « nouvelle ère de risques et de possibilités »
Martin Nesirky

CONSEIL MINISTÉRIEL DE MADRID

- 6 Des consultations intenses soulignent la valeur du dialogue
Dov Lynch
- 9 Couverture des activités de l'OSCE : remplir les blancs sur l'agenda international
Yutaka Ishiguro

MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET DÉSARMEMENT

- 11 L'Arménie transforme le mélange d'un propergol agressif en un engrais inoffensif
Mikhail Evstafiev
- 14 Le Monténégro ouvre la voie à une ère nouvelle de démilitarisation
Patricia N. Sutter

DÉMOCRATISATION AU KOSOVO

- 18 Kosovo : l'héritage d'une riche expertise électorale de l'OSCE
Drew Hyslop

RESTAURATION ET RÉNOVATION



- 22 Le No 6 de la Wallnerstrasse s'anime
Philip Hatton
- 26 **NOMINATIONS**



www.osce.org

Première de couverture : vue de la nouvelle aile du bâtiment de la Wallnerstrasse No 6, quelques jours avant le déménagement du Secrétariat de l'OSCE en décembre 2007.

Photo : OSCE/Mikhail Evstafiev

Dernière de couverture : réception à l'intention du personnel le 21 novembre 2007. Ablinger, Vedral & Partner ZTGmbH



Dynamique et sans tapage, la Présidence finlandaise aborde une « nouvelle ère de risques et de possibilités »

Belgrade, le 5 février : le Club diplomatique a servi de cadre à une réunion d'information à l'intention de la presse organisée par le Président en exercice Ilkka Kanerva et le Ministre serbe des affaires étrangères Vuk Jeremić en préalable à une rencontre avec le Président serbe Boris Tadić et le Premier Ministre Vojislav Koštunica. Le lendemain, au Kosovo, le Ministre Kanerva a eu des entretiens avec le Premier Ministre Hashim Thaci et d'autres hauts fonctionnaires. OSCE/Milan Obradović

Par Martin Nesirky

Lorsque la Finlande a assumé la Présidence de l'OSCE pour 2008 et s'est préparée à conduire l'Organisation à travers une année de difficiles défis et de nouvelles opportunités prometteuses, elle a pris l'engagement de faire de la « continuité », de la « cohérence » et de la « coopération » ses mots d'ordre.

Elle n'a pas tardé à ajouter quelques autres éléments rafraîchissants à ce cocktail allitératif.

Pour commencer, elle a apporté la preuve de sa détermination, sans en faire grand cas, à diriger à partir des avant-postes en s'attaquant promptement à certains conflits de longue

durée dans la région de l'OSCE et en étant favorable à des débats sur la façon d'accroître l'efficacité de l'Organisation par une réforme évolutive plutôt que par une révolution.

D'autres mesures ont également montré que les Finlandais ne craignaient pas de prendre des risques. À titre d'exemple, pour le concert qu'ils ont organisé dans l'auguste *Konzerthaus* de Vienne à l'occasion de l'inauguration de leur Présidence, ils avaient invité le dynamique trio de jazz Iiro Rantala, qui a reçu un accueil enthousiaste des membres du Secrétariat et des représentants des États participants.

« Nous ne vivons pas dans le vase clos de l'OSCE mais dans un monde qui entre dans une nouvelle ère de risques et de possibilités, » a déclaré le Président en exercice et Ministre des affaires étrangères Ilkka Kanerva au Conseil permanent le 10 janvier. « Je suis convaincu que cette Organisation *peut continuer et continuera* de contribuer au renforcement de la sécurité dans une Europe élargie. »

Son discours et la conférence de presse qui a suivi lui ont permis d'ébaucher les priorités de la Finlande pour cette année (voir à gauche) et d'indiquer les domaines dans lesquels la Présidence voit ces risques et ces possibilités.

Le Ministre a déclaré que l'impasse persistante dans les négociations concernant le Traité sur les Forces armées conventionnelles

Priorités de la Finlande en 2008

- 】 Prévention des conflits et gestion des crises
- 】 Action visant à enrayer la dissémination illicite d'armes légères et de petit calibre
- 】 Élaboration de plans visant à améliorer la gestion et la sécurité des frontières, notamment de celle entre le Tadjikistan et l'Afghanistan
- 】 Renforcement de la coopération dans le domaine des voies de navigation maritimes et intérieures
- 】 Promotion des droits de l'homme (2008 marque le 60ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme)
- 】 Lutte contre la traite des êtres humains en mettant l'accent sur l'identification des enfants victimes et la protection des enfants
- 】 Lutte contre l'intolérance, notamment la discrimination à l'égard des Roms et des Sintis
- 】 Intensification des efforts visant à intégrer les questions de parité des sexes dans les activités courantes de l'OSCE



MYKOLA LAZARENKO/SECRETARIA PRESIDENCIAL

en Europe posait de sérieux risques pour la sécurité commune dans l'espace de l'OSCE.

« Nous devrions éviter à tout prix l'érosion du régime du Traité, » a-t-il déclaré.

Le Kosovo — qui accueille la plus grande opération de terrain de l'OSCE — figurera en bonne place à l'ordre du jour de l'Organisation cette année, a indiqué le Ministre Kanerva en ne cachant pas qu'il était favorable à ce que l'OSCE y poursuive ses activités.

Il a appelé tous les États participants à coopérer étroitement avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE au cours de ce qui a toutes les chances d'être une année électorale bien chargée.

« L'observation des élections par l'OSCE est devenue une question conflictuelle entre États participants, mais ne doit pas nécessairement

le rester, » a-t-il déclaré. « À mon avis, l'observation des élections doit être considérée comme un outil utile pour un État hôte et non pas comme une intransigeante machine à étiqueter. »

Le Président en exercice, homme politique chevronné entré au Parlement en 1975, l'année de la signature de l'Acte final d'Helsinki, a déclaré que les défis actuels en matière de sécurité rendaient d'autant plus important le dialogue politique qui est la caractéristique de l'OSCE. S'il était naturel que ce dialogue soit animé, il devrait toujours rester respectueux.

Quelques jours après son séjour à Vienne au cours duquel il a eu des entretiens avec des représentants d'ONG et des chefs d'opérations de terrain et d'institutions de l'OSCE, il a porté son message en tournée.

À Kiev, les 15 et 16 janvier, le Président

Kiev, le 16 janvier : Le Président en exercice Ilkka Kanerva en compagnie du Président ukrainien Viktor Yushchenko



OSCE/MICHAEL EVSTAFIEV

Heikki Talvitie, Envoyé spécial du Président en exercice de l'OSCE, a été le Représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud de juillet 2003 à février 2006. De 1995 à 1996, il a été Coprésident du Groupe de Minsk, qui est à la tête des efforts de l'OSCE visant à trouver une solution au conflit du Haut-Karabakh.

Il a été Ambassadeur de Finlande à Belgrade (1984–1988) et à Moscou (1988–1992), où il était également accrédité auprès de la Mongolie, ainsi qu'à Stockholm (1996–2002). Des postes diplomatiques précédents l'ont conduit à Moscou, La Haye et New York, où il était membre de la Mission permanente de la Finlande auprès de l'Organisation des Nations Unies.

De 1993 à 1996, l'Ambassadeur Talvitie a été Sous-Secrétaire d'État. De 1982 à 1984, il a représenté son pays à la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

Teija Helena Tiilikainen, Secrétaire d'État au Ministère finlandais des affaires étrangères depuis 2007, est une politologue qui a occupé divers postes dans le monde universitaire et de la recherche. Elle est actuellement en congé de son poste de directrice du réseau d'études européennes de l'Université d'Helsinki. Elle a enseigné et entrepris de nombreux travaux de recherche sur des questions relatives à la sécurité européenne, en particulier au Collège national de défense finlandais.

Mme Tiilikainen est chroniqueuse pour de grands journaux régionaux et a été rédactrice en chef de *Politiikka*, la principale revue finlandaise de sciences politiques. De 1997 à 2001, elle a été Présidente et ensuite Secrétaire générale du Forum pour la sécurité européenne.

Elle a également été conseillère et représentante du Gouvernement finlandais à la Convention européenne (2002–2003).



MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS



Chisinau, le 17 janvier : en compagnie du Président moldave Vladimir Voronin

en exercice s'est entretenu avec le Président ukrainien Viktor Yushenko, le Ministre des affaires étrangères Volodymyr Ogrysko et d'autres hauts fonctionnaires auxquels il a déclaré que l'OSCE était très désireuse de continuer à travailler en Ukraine sur des projets concrets qui soutiendraient le pays. Il a également pris le temps de rencontrer le personnel du Bureau du Coordonnateur des projets de l'OSCE et de l'Ambassade de Finlande voisine.

Le Ministre Kanerva et sa petite délégation ont ensuite pris un vol régulier pour Odessa afin de visiter la Mission d'assistance de l'Union européenne à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine (EUBAM), qui fournit aux deux pays des avis techniques et autres tandis qu'ils s'efforcent d'améliorer la gestion de leur frontière commune. L'OSCE, avec ses opérations de terrain en Ukraine et en Moldavie et sa longue expérience de la région, coopère étroitement avec la Mission de l'Union européenne. L'intérêt particulier de la Finlande pour la sécurité des frontières a fait de cette visite une escale importante.

Tôt ce soir-là, le Ministre finlandais s'est promené d'un pas rapide pour aller voir les escaliers Potemkine et l'Opéra rénové avant de prendre la route jusqu'à Palanka à la frontière entre l'Ukraine et la Moldavie et de poursuivre jusqu'à Chisinau, la capitale moldave, pour dîner avec le personnel de l'OSCE et des membres d'ONG.

Dans les entretiens qu'il a eus le lendemain avec le Président moldave Vladimir Voronin à Chisinau et avec les dirigeants de la région séparatiste de Transnistrie à

Belgrade, le 5 février : en compagnie du Président serbe Boris Tadić



Tiraspol, le 17 janvier : en compagnie du dirigeant transnistrien Igor Smirnov

Tiraspol, le Ministre Kanerva a appelé à la reprise des négociations en vue d'un règlement. Il s'est félicité des signes récents que les deux parties étaient ouvertes à un dialogue de bonne foi et a indiqué aux journalistes qu'il était prêt à revenir dans la région si cela permettait de faire avancer le processus.

Comme il l'avait annoncé dans son discours à Vienne, le Ministre Kanerva s'est rendu à Belgrade et Pristina les 5 et 6 février.

Le Président en exercice, qui a fait de la prévention des conflits et de la gestion des crises une priorité de la Présidence finlandaise, prévoit de reprendre la route et de se rendre dans le Caucase du Sud pour des échanges de vue sur d'autres conflits de longue durée.

Sur le plan national, la Finlande est très désireuse de tirer parti de la décision, prise lors de la Réunion du Conseil ministériel à Madrid, d'accorder les prochaines présidences à la Grèce (2009), au Kazakhstan (2010) et à la Lituanie (2011). Le Ministre Kanerva a l'intention d'inviter les Ministres des affaires étrangères de ces trois États participants et l'Espagne, qui assurait la Présidence l'année dernière, pour des consultations à cinq en vue de recenser des priorités communes pour une planification à plus long terme.

« Nous devons exploiter les atouts de l'OSCE et faire en sorte que son action dans ses divers domaines d'activité soit bien planifiée, » a-t-il déclaré.

Selon le Ministre Kanerva, un pessimiste dirait que les fantômes du passé sont revenus hanter l'Europe, tandis qu'un optimiste relèverait l'interaction croissante entre les États et les sociétés.

« Pour ma part, je reste optimiste, » a-t-il dit, « mais cela ne sera pas suffisant. Nous aurons besoin d'une injection d'optimisme et d'esprit positif afin d'utiliser l'OSCE de la meilleure façon possible. »

Martin Nesirky est porte-parole de l'OSCE et chef de la Section de la presse et de l'information.

Réunion ministérielle de Madrid

Des consultations intenses soulignent la valeur du dialogue

Par Dov Lynch

La quinzième Réunion du Conseil ministériel de l'OSCE s'est ouverte au *Palacio Municipal de Congresos* de Madrid le 29 novembre 2007 dans un contexte difficile. L'ordre du jour, qui était chargé, comportait d'éventuelles décisions au sujet des futures présidences, des suggestions ambitieuses pour de nouveaux domaines d'activité de l'Organisation et des débats entre les États participants sur la mise en œuvre des engagements existants, en particulier ceux liés à l'observation des élections et à l'avenir des activités de l'OSCE au Kosovo.

« J'ai été guidé par le souhait de rétablir la valeur de l'Organisation en tant qu'enceinte de dialogue dans laquelle sont examinées et décidées des mesures visant à promouvoir la sécurité et la coopération, » a indiqué le Ministre espagnol des affaires étrangères Miguel Àngel Moratinos dans sa dernière déclaration en qualité de Président en exercice.

Cet esprit a permis de se mettre d'accord sur un certain nombre de questions importantes. En particulier, une décision a été prise qui prévoit un calendrier sans précédent de futures présidences de l'OSCE : la Grèce assumera la présidence en 2009, suivie du Kazakhstan en 2010 et de la Lituanie en 2011. Pour la première fois dans l'histoire de l'OSCE, les États participants savent clairement qui les dirigera ces quatre prochaines années.

Cela élargit les possibilités de planification sur plusieurs années et, comme l'a déjà compris la nouvelle Présidence finlandaise, c'est de bon augure pour la coordination et la continuité. À l'évidence, il s'agit-là d'un moment rare à saisir.

En outre, la décision de conférer la présidence au Kazakhstan — premier État d'Asie centrale et première ex-République soviétique à se voir confier cette responsabilité — ouvre des possibilités considérables de faire mieux connaître l'Organisation dans une région dont la contribution à la sécurité et à la stabilité dans l'espace de l'OSCE ne cesse de prendre de l'importance.

Au cours de cette réunion de deux jours, une large place a également été accordée au thème de l'interaction entre les États participants et les partenaires asiatiques et méditerranéens pour la coopération. Par une déclaration, les Ministres ont appelé à un approfondissement des relations et se sont félicités d'une décision du Conseil permanent d'établir un fonds de partenariat.

Dans le cadre d'une initiative connexe, les États participants sont convenus de renforcer l'engagement de l'OSCE avec l'Afghanistan, un des onze États partenaires de l'Organisation, en intensifiant l'action visant à sécuriser et à gérer ses frontières avec les pays d'Asie centrale, à former sa police et à soutenir la lutte contre le trafic de drogue. Le Secrétaire général a déjà créé une équipe spéciale au sein du Secrétariat pour faire avancer cette décision en 2008.

Dans la **dimension politico-militaire**, les Ministres des affaires étrangères se sont mis d'accord sur des mesures visant à renforcer

Madrid, le 29 novembre 2007 :

le Premier Ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero (à droite) et le Président en exercice de l'OSCE sortant, le Ministre des affaires étrangères Miguel Àngel Moratinos, au début de la quinzième Réunion du Conseil ministériel. Photo : OSCE/ Mikhail Evstafiev



OSCE/FELIX CORCHADO



OSCE/MIKHAIL EVSTAFIEV



OSCE/MIKHAIL EVSTAFIEV

Les Présidences de l'OSCE en 2009, 2010 et 2011 étaient représentées à Madrid par la Ministre grecque des affaires étrangères Dora Bakoyannis, le Ministre kazakh des affaires étrangères Marat Tazhin et le Ministre lituanien des affaires étrangères Petras Vaitiekūnas. La Présidence espagnole leur a adressé ses félicitations en déclarant que la souplesse dont les trois pays avaient fait preuve avait rendu cet arrangement possible.

le rôle de l'OSCE dans la lutte contre le terrorisme, par exemple des mesures qui encouragent les partenariats public-privé pour lutter contre le terrorisme et protègent les infrastructures énergétiques vitales contre les attaques terroristes. Ils ont également publié une déclaration de soutien à la Stratégie mondiale antiterroriste de l'ONU.

Une décision très complète sur les travaux du Forum pour la coopération en matière de sécurité appelait à un renforcement des efforts de mise en œuvre dans des domaines tels que les mesures de confiance et de sécurité, le Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité, les armes légères et de petit calibre et les munitions conventionnelles.

Dans la dimension traitant des aspects économiques et environnementaux de la sécurité, les États participants se sont mis d'accord sur une déclaration dans laquelle le lien entre sécurité et environnement a été affirmé sans équivoque. Il a en outre été décidé de faire de la gestion de l'eau le thème de la suite à donner au quinzième Forum économique et environnemental qui a eu lieu en janvier et mai 2007.

Dans la dimension humaine, Madrid a produit des décisions portant sur le renforcement de la tolérance et de la non-discrimination, sur la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur l'Internet, ainsi que sur la lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail.

La Réunion de Madrid a comporté une innovation intéressante : le Président en exercice a donné un déjeuner de travail ministériel, qui, de l'avis de tous, a offert un cadre détendu pour un débat actif et ouvert entre les Ministres des affaires étrangères. Le rôle de l'OSCE au Kosovo a dominé l'échange de vues animé au cours duquel des Ministres d'Europe du Sud-Est et au-delà ont fait en sorte que leurs points de vue soient entendus. De nombreuses délégations ont exprimé l'espoir que cette initiative marque le début d'une nouvelle tradition de l'OSCE.

Comme il fallait s'y attendre, la réunion n'a pas permis de résoudre toutes les questions en suspens ;

les Ministres n'ont par exemple pas approuvé un projet de convention sur la personnalité juridique internationale, la capacité juridique et les privilèges et immunités de l'OSCE. Cela n'a cependant diminué en rien la richesse du dialogue.

En marge de la réunion — conformément au point de vue de la Présidence espagnole qu'elle ne devait pas éviter les questions politiques importantes, aussi controversées soient-elles — d'intenses consultations ont été menées sur l'avenir du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe.

L'équipe de la Présidence a tout mis en œuvre pour parvenir à un consensus sur une déclaration ministérielle — la dernière date de 2002 — et y est presque parvenue. En définitive, toutefois, il n'a pas été possible de se mettre pleinement d'accord sur un texte final.

Dans l'ensemble, cependant, la Réunion du Conseil ministériel à Madrid a été un succès : elle a apporté des réponses à des questions clefs au sujet de l'avenir et défini de nouvelles orientations pour le travail de l'Organisation. La Présidence espagnole a fait la démonstration du rôle unique de l'OSCE en tant que forum de dialogue politique entre ses 56 États participants dans un cadre de valeurs partagées.

Compte tenu de ce qui précède, les mots d'adieu du Président en exercice Miguel Àngel Moratinos méritent réflexion : « je suis plus que jamais convaincu que nous devons convoquer un sommet des chefs d'État ou de gouvernement, afin que ces derniers s'engagent à faire avancer les choses, à donner une impulsion décisive et ferme à notre travail et à adapter l'OSCE au XXI^e siècle. »

Compte tenu de la multiplicité des défis auxquels l'Organisation doit faire face et du fait que les sommets font partie des activités ordinaires pour d'autres organisations internationales, peut-être est-il temps d'envisager de tenir une telle réunion de haut niveau.

Dov Lynch est Conseiller principal auprès du Bureau du Secrétaire général.

Couverture des activités de l'OSCE

Remplir les blancs sur l'agenda international



Par Yutaka Ishiguro

Une rencontre de haut niveau à Madrid en novembre dernier était la troisième réunion annuelle des Ministres des affaires étrangères de l'OSCE que j'ai eu l'occasion de couvrir pour mon journal, qui est le quotidien le plus lu au Japon. Par rapport aux réunions précédentes auxquelles j'ai assisté, à Sofia en 2004 et à Ljubljana en 2005, j'ai trouvé celle de Madrid plus intéressante, du moins d'un point de vue journalistique.

Tout d'abord, la date retenue pour la Réunion du Conseil ministériel était cruciale : elle avait lieu quelques jours à peine avant l'élection législative du 2 décembre en Fédération de Russie, qui avait été beaucoup commentée dans les médias. Le 16 novembre, le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE avait annoncé qu'il regrettait de ne pas être en mesure d'envoyer une mission d'observation à Moscou en raison de ce qu'il avait présenté comme des retards et restrictions. Les autorités russes avaient rejeté cette allégation.

Dans le même temps, chacun retenait son souffle, la Russie ayant auparavant menacé de suspendre l'application du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe, qui est

souvent désigné comme étant la « pierre angulaire de la sécurité européenne ». Bien qu'il ne s'agisse pas d'un document de l'OSCE, le Traité FCE a été négocié il y a de cela 15 ans en parallèle à des pourparlers sur les mesures de confiance à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le prédécesseur de l'OSCE.

Les journalistes ne s'attendaient pas à une percée majeure sur ces questions à la réunion de Madrid. Nous escomptions toutefois un débat animé entre Ministres des affaires étrangères — présents en nombre record — dont nous pouvions glaner au moins quelques indices sur ce à quoi il fallait s'attendre dans les mois à venir.

De nombreux États participants ont parlé en termes énergiques de l'importance du rôle du BIDDH pour le maintien de la démocratie et du rôle du Traité FCE dans le maintien de la paix et de la stabilité en Europe. Pour sa part, le Ministre russe des affaires étrangères Sergey Lavrov a insisté

Quelque 200 journalistes se sont rassemblés à Madrid pour couvrir la réunion annuelle des Ministres des affaires étrangères de l'OSCE.
Photo : OSCE/Felix Corchado



Le Sous-Secrétaire d'État américain aux affaires politiques R. Nicolas Burns à Madrid (William J. Burns lui succèdera en mars)



OSCE/MIKHAIL EVSTAFIEV



OSCE/HELM CORCHADO

Le Ministre russe des affaires étrangères Sergey Lavrov et ses collaborateurs avant la réunion d'information de la presse.

sur le fait que Moscou était ouvert au dialogue « dans la recherche d'une solution mutuellement acceptable ».

Nous savons désormais que la Russie allait tenir les élections législatives le 2 décembre sans observateurs du BIDDH et suspendre sa participation au Traité FCE le 12 décembre, deux semaines seulement après la Réunion du Conseil ministériel.

Pour ceux d'entre nous qui couvrent régulièrement l'OSCE, il est clairement apparu à Madrid que les thèmes difficiles traités par l'Organisation étaient étroitement liés entre eux. Nous avons essayé de discerner – à juste titre ou non – dans quelle mesure un État participant qui avait fait une concession dans un domaine allait vouloir s'en servir comme monnaie d'échange pour renforcer sa position dans un autre domaine.

Bien que les discussions intenses en marge de la réunion n'aient donné lieu à aucun compromis concernant le Traité FCE, des rumeurs non confirmées ont circulé selon lesquelles la Russie et d'autres pays clefs étaient engagés dans des négociations en coulisse dont l'enjeu serait certains des grands thèmes. Toutefois, comme le savent tous ceux qui suivent l'actualité politique et diplomatique, les questions litigieuses ne sont jamais résolues dans une seule enceinte.

Cela dit, bon nombre d'entre nous ne pouvions nous empêcher de spéculer qu'un « grand compromis » n'était pas une hypothèse aussi improbable qu'il n'y paraissait. Cela supposerait le règlement de toutes les questions en suspens entre les États-Unis et leurs alliés d'une part et entre la Russie et ses alliés de l'autre – Traité FCE, Kosovo, Iran et ainsi de suite – en un seul compromis global. Un tel scénario historique représenterait un énorme défi journalistique et la Réunion du Conseil ministériel à Madrid était pour nous l'occasion d'enquêter sur la possibilité d'un tel développement.

Le Kosovo est, bien entendu, un thème prédominant en 2008 pour les correspondants étrangers basés à Vienne. À Madrid, le Ministre russe des affaires étrangères Lavrov a critiqué ce qu'il a qualifié de « trop grande précipitation » de certains pays dans leur tentative d'accorder l'indépendance au Kosovo.

Les Kosovars de toutes origines ethniques ne savent que

trop bien que leur sort dépend du contexte plus large de la diplomatie internationale. Un journaliste local avec lequel je me suis récemment entretenu à Pristina déplorait le fait que le sort du Kosovo était entre les mains des grandes puissances, la province étant « utilisée comme un pion dans un jeu d'échecs ».

L'avenir à long terme de la Mission de l'OSCE au Kosovo forte de 1 000 personnes est un sujet que nous suivons avec la plus grande attention et, ici aussi, nous savons que la question n'est pas traitée isolément mais en relation avec toutes les autres questions d'actualité sans liens apparents qui sont actuellement inscrites à l'ordre du jour international.

Dans l'ensemble, bien que, pour les journalistes, l'OSCE ne fasse pas toujours les gros titres, suivre ce qui se passe au sein de l'Organisation, que ce soit dans la capitale de la Présidence ou dans le *Neuer Saal* à Vienne, nous aide à fournir à nos lecteurs des articles intelligents, bien documentés, et, il faut l'espérer, fiables.



Depuis 2004, Yutaka Ishiguro est correspondant à Vienne du *Yomiuri Shimbun*, qui, avec un tirage de 10 millions d'exemplaires, est le plus grand quotidien nippon. Il est l'un des quelque dix journalistes japonais en Autriche.



En 1993, lorsque le lieutenant-colonel Norik Mkhitarian reprit le commandement d'un complexe militaire d'entrepôt situé à proximité de Kaltakhchi, un village niché dans les montagnes d'Arménie septentrionale, il ne se doutait guère de l'ampleur du fardeau qui allait peser sur ses épaules. Outre le fait qu'elle a servi de dépôt d'essence et de diesel, cette zone sévèrement gardée et clôturée désormais sous sa responsabilité accueillait également près de 900 tonnes d'un oxydant liquide extrêmement dangereux, véritable bombe à retardement.

Dompter la bête

Transformation d'un propergol agressif en un engrais inoffensif

Par **Mikhail Evstafiev**

Mélange est l'appellation trompeusement discrète de l'un des deux composants hautement toxiques que les forces soviétiques ont largement utilisé pour propulser les missiles à faible et moyenne portée. Bien que l'oxydant à base d'azote ne soit pas inflammable en soi, il provoque une combustion spontanée lorsqu'il entre en contact avec de l'eau ou toute matière organique telle que du papier, de l'huile ou du cuir.

Aujourd'hui, longtemps après que les missiles aient été mis hors service, on évalue à 20 000 tonnes métriques les quantités de mélange à base d'azote qui sont toujours entreposées dans des cuves et conteneurs gangrenés dans des pays tels que le Kazakhstan, le Monténégro, l'Ouzbékistan et l'Ukraine. L'élimination sans risques des stocks

indésirables, désormais largement inutilisables, suppose une opération sur mesure coûteuse et délicate et qui ne peut être confiée qu'à un cercle restreint de spécialistes, dont la plupart ont été formés entre 1970 et 1990.

L'Arménie a été parmi les premiers pays à s'adresser à l'OSCE pour une assistance technique et financière en vue de se débarrasser de ses menaçants stocks de mélange. Les autorités savaient pertinemment que le moindre accident pouvait s'avérer fatal pour les résidents de la région et leur environnement. Les conteneurs en acier inoxydable avaient depuis longtemps commencé à se corroder et leurs couvercles n'étaient plus aussi bien arrimés qu'auparavant. Le fait que la substance toxique s'évaporait dans l'atmosphère et s'infiltrait dans le sol ne pouvait plus être ignoré. Le profil sismique de la région rendait les choses encore plus inquiétantes : le 7 décembre 1988, un puissant tremblement de terre avait coûté la vie à plus de 25 000 personnes dans la région

COOPÉRATION PRATIQUE

« La volonté politique résolue des autorités arméniennes de régler ce sérieux problème sécuritaire et environnemental a rendu possible une coopération pratique exemplaire à fort impact entre l'OSCE et un État participant, » a déclaré Jeannette Kloetzer. En sa qualité d'économiste-écologue du Bureau d'Erevan, elle a

Kaltakhchi, septembre 2007 : la responsable du projet, Jeannette Kloetzer, au cours de l'une de ses visites régulières de l'installation de transformation du mélange en engrais. photo : OSCE/Mikhail Evstafiev

dirigé l'équipe qui a élaboré le projet d'élimination du mélange et suivi sa mise en œuvre du début à la fin.

Après que les États-Unis, la Finlande, l'Allemagne et le Canada eurent annoncé des contributions s'élevant au total à 1,3 million d'euros pour le projet, le feu vert fût donné en 2005, se souvient Mme Kloetzer, qui est aujourd'hui adjointe au chef du Centre de l'OSCE à Astana. L'OSCE et son partenaire d'exécution, le Ministère arménien de la défense, se sont mis d'accord sur les modalités de leurs relations de travail. Des experts allemands, géorgiens et russes furent recrutés pour mener une étude sur ce qu'il convenait exactement de faire. Aux côtés de spécialistes arméniens, ils ont déterminé la méthode la plus appropriée pour recycler le mélange de la façon la plus sûre, la plus économique et la plus respectueuse de l'environnement et ont ensuite supervisé le processus de près.

« Le 6 septembre 2007, soit à peine plus d'un an après l'entrée en service de l'installation de recyclage, le général de division Tigran Gasparyan, Coordonnateur en chef du projet auprès du Ministère de la défense, a été en mesure d'annoncer que l'Arménie était exempte de mélange, » a déclaré le spécialiste des questions politico-militaires Matthieu Goodstein, qui était un membre essentiel de l'équipe d'Erevan et qui travaille désormais à la Mission de l'OSCE en Géorgie.

« Mais ce n'est pas tout : la totalité du stock de 872 tonnes a été recyclée en 4 972 tonnes de nitrate de sodium inoffensif, un engrais minéral, qui a ensuite été épandu sur 1 243 hectares de terres agricoles pour en améliorer la composition et la fertilité. »

* * *

L'épandage d'engrais minéral respectueux de l'environnement sur les terres agricoles a permis aux agriculteurs de la région d'obtenir une récolte exceptionnelle.



OSCE/MATIA BAKHINYAN



OSCE/MIKHAIL EVSTAFIEV

L'Arménien Viktor Wuchrer, expert scientifique principal du projet, a veillé à ce que le processus de recyclage réponde aux normes de sûreté et de sécurité les plus élevées.

« Cela doit être au moins la cinquantième visite de Mme Kloetzer sur le site de transformation du mélange, » a déclaré Ruben Barseghyan, notre chauffeur, au moment de pénétrer dans la base militaire, située dans la province de Lori, à l'issue d'un voyage de 120 km depuis Erevan. C'était en septembre 2007, soit en temps voulu pour assister aux activités finales du projet.

L'expert national principal du projet, le lieutenant-colonel Viktor Wuchrer, qui occupait les fonctions de responsable de la production, a fourni à ses visiteurs des informations sur l'objet principal de leur curiosité, à savoir un complexe labyrinthe de réservoirs en acier, de pompes et de tuyaux.

« Ce système a été spécialement conçu pour prendre plusieurs facteurs en considération : les trois différents types de mélange et leurs caractéristiques propres, leur quantité et leur état, le site d'entreposage qui se situe à 2 000 mètres d'altitude, ainsi que le climat, » a-t-il déclaré.

Nous faisant visiter l'installation semi-industrielle, il a décrit comment les stocks de mélange étaient soigneusement transférés, au moyen de conduites souterraines, de leurs conteneurs de plus en plus abimés vers les unités de recyclage de l'installation, qui neutralisaient la substance au moyen de lait de chaux et la transformait en engrais minéral liquide, un nitrate de sodium appelé « Norge Niter ».

« Comme il n'existe pas de normes communes en matière d'élimination du mélange, nos experts continuent de s'appuyer sur leur expérience, » a expliqué Mme Kloetzer. « Ils ont adapté la technologie respectueuse de l'environnement qui a été utilisée dans le cadre

d'une activité pionnière de l'OSCE en Géorgie en 2002. Ce projet a permis de neutraliser 450 tonnes de mélange et de le transformer en engrais minéral qui s'est avéré idéal pour les sols acides de Géorgie occidentale. »

Le « domptage de la bête » est l'expression que le lieutenant-colonel Wuchrer a employée pour décrire le processus en Arménie.

« Nous marchons toujours sur des œufs, en nous attendant à des surprises, » a-t-il dit. « Nous avons pris toutes les mesures de protection dont nous avons connaissance. Nous avons analysé chaque étape afin de satisfaire aux normes européennes de sûreté et de sécurité les plus élevées énoncées dans notre plan d'assurance-qualité. Nous avons veillé à ce que le personnel passe une visite médicale deux fois par jour. Une ambulance et une équipe d'urgence étaient en permanence prêtes à intervenir. »

En effet, un réservoir d'entreposage contenant 100 mètres cubes de mélange qui fut massivement aurait pour effet d'exterminer toute vie biologique dans un rayon de deux kilomètres. La zone de danger s'étend sur une distance de 25 km et le nuage de vapeurs d'oxyde d'azote et d'acide nitrique se propagerait sur 80 km. Le contact direct avec le mélange ou l'inhalation de ses émanations est particulièrement néfaste pour les yeux, la peau, les muqueuses ainsi que le système respiratoire et peut également provoquer des cancers.

CONVAINCRE LES SCEPTIQUES

Entretemps, un autre combat était engagé, combat qui visait à gagner les cœurs et les esprits des membres de la communauté.

À l'origine, l'engrais minéral devait être distribué à quatre villages environnants en coordination avec le Ministère de la protection de la nature et les agriculteurs de la région. La priorité serait accordée à ceux qui travaillaient à temps partiel à l'installation de transformation.

Les agriculteurs Sasun Mkrtchian, Vagan Nazarian et Avetik Kocharian ont fait état de leur scepticisme initial quant aux avantages promis par le programme de conversion du mélange en engrais. Ils avaient entendu dire que le processus exigeait de vastes quantités d'eau et craignaient pour leurs champs et leur bétail en cas de pénurie d'eau. Une autre préoccupation, légitime, était que l'engrais minéral qui leur était offert gratuitement finirait par ruiner leurs cultures de blé et fourragères.

« Pour prouver qu'il était parfaitement inoffensif, je plaçais mes mains sous le liquide traité qui s'écoulait d'un tuyau entre l'installation de recyclage et un camion, » a déclaré Fyodor Abadzhev, l'ingénieur en chef du projet. Interrogé pour savoir si la rumeur selon



OSCE/ANTALVA BARINYAN

Kaltakhchi, octobre 2007 : l'Ambassadrice des États-Unis d'Amérique à l'OSCE, Julie Finley, visite l'installation de destruction du mélange en compagnie du général de division Tigran Gasparyan et de l'Ambassadeur Valdimir Pryakhin, ancien chef du Bureau de l'OSCE à Erevan (aujourd'hui chef du Centre de l'OSCE à Douchanbé).

laquelle il avait eu à en boire un verre entier pour convaincre les sceptiques était fondée, il se contenta de sourire de bonne humeur.

En définitive, les agriculteurs sont devenus les plus ardents défenseurs du programme. « Contre toute attente, les résultats se sont avérés excellents, » a déclaré Vagan Nazarian. « En 2005, ma récolte a été d'environ trois tonnes par hectare de terre ; en 2006, après avoir appliqué l'engrais, le rendement a été d'environ quatre tonnes et demi. »

« À présent, les agriculteurs suggèrent que les autres pays envoient davantage de mélange dans la région, afin qu'ils puissent obtenir plus de cet engrais gratuit ! » a indiqué le lieutenant-colonel Wuchrer.

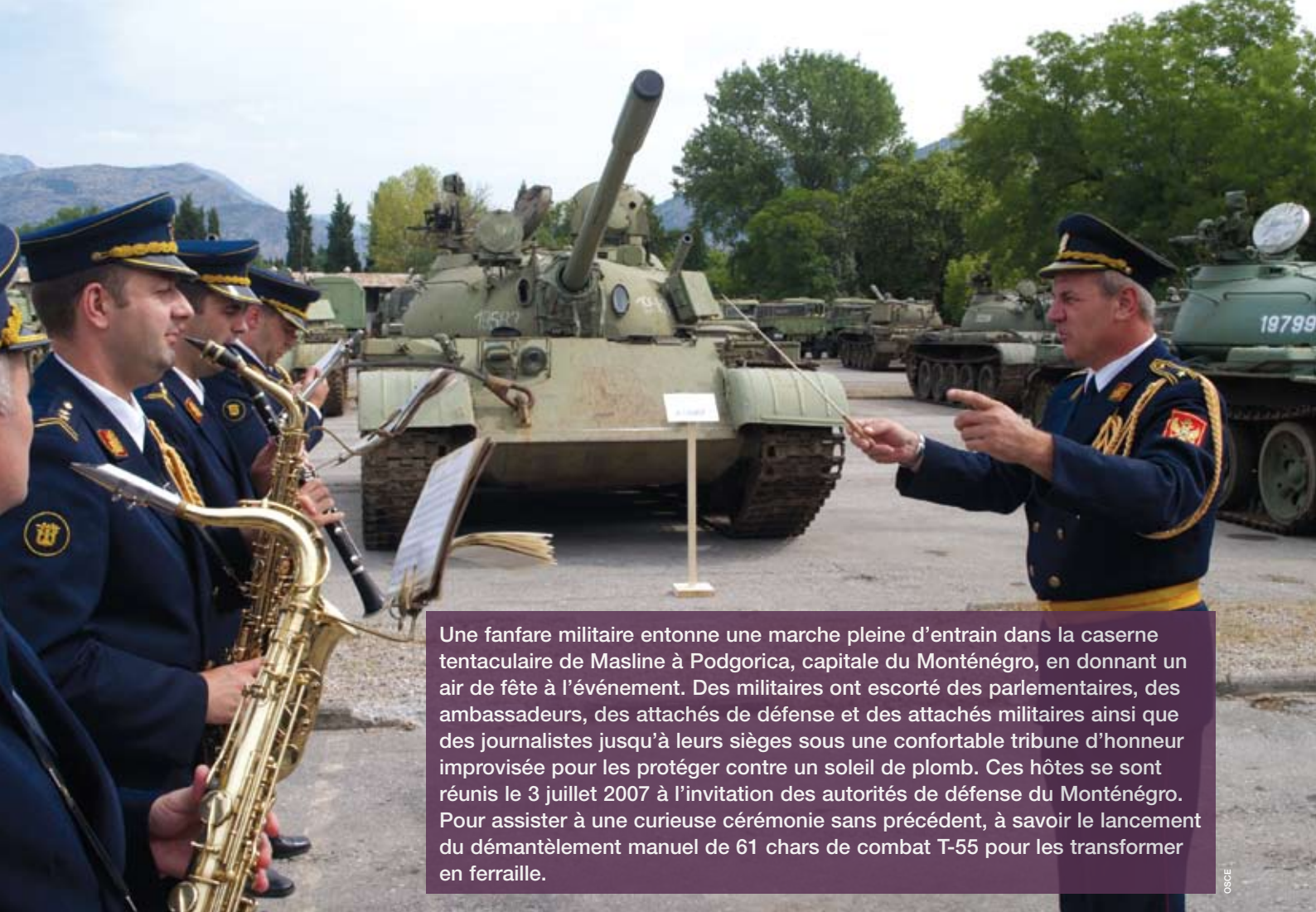
Pour le plus grand plaisir des donateurs, le « modèle Arménie-OSCE » est désormais cité comme exemple de pratique efficace dans le domaine hautement spécialisé de l'élimination du mélange.

Et ce n'est pas seulement en raison du choix d'une technologie appropriée. « Le projet a employé plus de 40 Arméniens de professions les plus différentes, ce qui a accru le niveau de savoir-faire du pays, » a déclaré Mme Kloetzer.

Deux experts arméniens membres de l'équipe — le responsable de la production et l'ingénieur en chef — sont désormais en mesure de prêter leurs compétences à d'autres pays confrontés à un problème en matière d'élimination du mélange. Le professionnalisme du personnel de l'Académie nationale des sciences chargé des études environnementales a également été mis en évidence : il a méticuleusement testé l'engrais minéral, le sol fertilisé ainsi que le rendement agricole et confirmé la viabilité environnementale du processus de conversion et de son produit dérivé.

« Quelque 90 % du budget de plus d'un million d'euros ayant été dépensé dans la région, la gestion et le suivi du projet ont placé le Bureau de l'OSCE à Erevan devant un défi sans précédent, » a déclaré Jeannette Kloetzer. « Cela a constitué une occasion bienvenue de renforcer notre capacité à superviser la qualité des projets, tout en faisant preuve de discipline financière et de transparence. Ce qui était particulièrement satisfaisant pour chacun d'entre nous, c'était le vif sentiment de faire partie intégrante d'une équipe de personnes qui considéraient que seuls les meilleurs résultats seraient acceptables. »

Mikhail Evstafiev est attaché de presse à la Section de la presse et de l'information du Secrétariat de l'OSCE.



Une fanfare militaire entonne une marche pleine d'entrain dans la caserne tentaculaire de Masline à Podgorica, capitale du Monténégro, en donnant un air de fête à l'événement. Des militaires ont escorté des parlementaires, des ambassadeurs, des attachés de défense et des attachés militaires ainsi que des journalistes jusqu'à leurs sièges sous une confortable tribune d'honneur improvisée pour les protéger contre un soleil de plomb. Ces hôtes se sont réunis le 3 juillet 2007 à l'invitation des autorités de défense du Monténégro. Pour assister à une curieuse cérémonie sans précédent, à savoir le lancement du démantèlement manuel de 61 chars de combat T-55 pour les transformer en ferraille.

OSCE

Rupture avec le passé

Le Monténégro ouvre la voie à une ère nouvelle de démilitarisation

Par Patricia N. Sutter

« Aujourd'hui, nous avons rempli notre promesse, » a déclaré Boro Vučinić, Ministre de la défense, visiblement heureux et soulagé lorsque plusieurs hommes en tenue de protection ont grimpé sur deux chars et mis leurs chalumeaux à découper en action.

Il faisait allusion à une promesse donnée en une autre occasion propice trois mois auparavant lorsque le Ministère de la défense, l'OSCE et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) avaient signé les modalités de leur partenariat de travail dans le cadre du Programme de démilitarisation du Monténégro (MONDEM). L'OSCE contribue à cet ambitieux projet d'un coût de 4,3 millions d'euros en mobilisant un soutien politique et financier et en fournissant une assistance technique spécialisée, le PNUD étant chargé des

aspects opérationnels du Programme.

« Nous avons dit à l'époque que nous inaugurerions cette initiative commune par une cérémonie de démantèlement de chars pour montrer au monde entier que nous souhaitons sérieusement adhérer au système commun de défense de l'OTAN et réduire nos forces armées tout en les rendant plus efficaces, plus professionnelles et mieux adaptées à nos besoins, » a dit le Ministre. « Nous poursuivrons la réforme dans cette direction ».

Les dirigeants monténégrins n'auraient pas pu retenir un symbole plus parlant pour faire passer le message selon lequel leur pays était à l'aube d'une ère nouvelle de paix et de prospérité. Le colossal char de combat T-55, conçu à l'origine pendant l'ère de la guerre froide, se rencontrait fréquemment dans de nombreuses zones troublées de la planète, y compris les Balkans occidentaux.

Au moment de l'indépendance, lorsque



Garret Tankosić Kelly (PNUD), le Ministre de la défense Boro Vučinić et Paraschiva Badescu (OSCE) célèbrent le lancement du programme de démilitarisation du Monténégro lors d'une cérémonie de démantèlement de chars. Photo : OSCE

le pays s'est retrouvé à la tête d'une flotte impressionnante de 61 de ces « antiquités » de 42 tonnes, comme le PNUD les a appelés, il n'a pas fallu longtemps au Ministère de la défense pour se rendre compte qu'il serait parfaitement absurde de conserver cet héritage de l'armée nationale yougoslave.

« Il en coûte environ 15 000 euros par an au Monténégro pour assumer la garde et l'entretien de chaque char, » a déclaré Adrian Wilkinson, responsable du projet du Centre d'échange d'informations d'Europe du Sud-Est pour les armes légères et de petit calibre, qui a effectué une étude technique sur les munitions au Monténégro à la demande du PNUD. « Cela représente près d'un million d'euros par an pour des chars qui ne sont même pas adaptés à la topographie montagneuse du Monténégro. »

UN CHANGEMENT MARQUÉ

« Le démantèlement de chars représente un changement marqué par rapport aux activités antérieures d'élimination de munitions dans la région, » a déclaré Garret Tankosić Kelly, Représentant résident du PNUD au Monténégro, en relevant le caractère inhabituel de l'opération. « Il convient de louer le pays de s'être engagé dans le XXI^e siècle en se débarrassant de ces systèmes coûteux d'armes lourdes hérités du passé. »

« Le grand avantage de cette partie du programme est que le métal provenant des armements lourds en excédent — 61 chars, 7 véhicules blindés de combat et 84 pièces d'artillerie — est converti en ferraille, » a déclaré





Des conteneurs vieillissants, dans lesquels est stocké du propergol liquide, se profilent de façon menaçante sur la baie de Kotor, parfaitement pittoresque par ailleurs.
Photos : OSCE/Anton Martynyuk

l'Ambassadeur Paraschiva Badescu, chef de la Mission de l'OSCE au Monténégro. « Le métal étant de très grande qualité et riche en nickel, une fonderie d'acier locale a accepté de l'acheter pour 400 000 euros. Le Ministère de la défense a judicieusement décidé d'utiliser une partie des recettes pour défrayer intégralement le coût du projet, estimé à 100 000 euros. Le reste servira à aider à financer d'autres activités du MONDEM. »

De fait, bien que le démantèlement de cette importante flotte de chars ait bénéficié du retentissement médiatique qu'il méritait — CNN y a par exemple consacré un reportage — il ne s'agit que d'un élément des efforts de démilitarisation audacieux et bien calculés du Monténégro.

Les quatre projets inscrits au programme devraient renforcer la sécurité humaine et environnementale du pays, sa politique de lutte contre la prolifération, ses mesures de confiance et de sécurité ainsi que sa stratégie de maîtrise des armes légères et de petit calibre et des munitions conventionnelles. « Ils sont tous conformes à l'esprit du vaste partenariat entre le Monténégro et l'OSCE, » a dit l'Ambassadeur Badescu.

La majeure partie du budget sera consacrée à la destruction de près de 10 000 tonnes de munitions conventionnelles en excédent, ce qui abaissera radicalement les stocks du Monténégro en les ramenant de 12 000 à 2 000 tonnes et permettra au Ministère de la défense de réduire de 10 à 3 le nombre de ses dépôts encombrés. L'OSCE est actuellement au beau milieu d'une campagne énergique de collecte de fonds en faveur de cette lourde tâche et a reçu jusqu'ici des promesses de contribution fermes de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, du Liechtenstein et du Luxembourg.

DÉCHETS TOXIQUES

Le vice-amiral Dragan Samardžić, chef d'état-major adjoint des forces armées du Monténégro (et désormais Ministre adjoint des ressources matérielles), a déclaré qu'il souhaitait vivement que le Programme commun s'attaque à une autre tâche cruciale : « Comme vous le savez, le Monténégro se préoccupe beaucoup de l'environnement, » a-t-il dit, « raison pour laquelle l'élimination de 128 tonnes de déchets toxiques — en recourant à la solution technique la meilleure et à la plus sûre possible sous les auspices de l'OSCE — constitue également une priorité pour nous. »

« Cela ne paraît pas particulièrement urgent jusqu'à ce que l'on voit où se trouvent ces substances dangereuses, les mauvaises conditions dans lesquelles elles sont entreposées et le risque bien réel qu'elles présentent pour la santé et les moyens d'existence de la

population et pour le milieu naturel vierge » a dit l'expert de l'OSCE Anton Martynyuk.

Quelque 88 tonnes d'oxydant et 40 tonnes de Tonka (TG-02), qui sont tous deux des propergols liquides hautement polluants pour missiles, sont stockées à Pristan, juste au bord de la baie densément peuplée de Kotor.

Lors d'une visite du site d'entreposage de mélange en septembre 2007, une équipe de l'OSCE a confirmé qu'il fallait faire quelque chose – et vite. Plusieurs des conteneurs en aluminium et des fûts en acier sont entreposés à l'extérieur en étant exposés aux éléments et aux conditions météorologiques changeantes et se profilent de façon menaçante sur cette baie du Monténégro parfaitement pittoresque par ailleurs, qui est protégée par l'UNESCO.

Ce projet d'élimination de déchets chimiques est maintenant financé intégralement par les Pays-Bas à travers le PNUD et par le Liechtenstein à travers l'OSCE.

« Les quantités relativement faibles de mélange qui sont en jeu font qu'il est réellement difficile d'amener des sociétés à soumettre des offres pour leur élimination, » a dit M. Martynyuk. « Comme dans le cas d'autres projets du MONDEM, nous espérons pouvoir trouver la solution la plus respectueuse de l'environnement et la plus efficace par rapport à son coût. »

Mais quel a été le sentiment du public monténégrin — sans parler des membres des forces armées — devant la disparition de symboles de pouvoir et de puissance ? Le Ministre de la défense et ses collaborateurs semblent se féliciter de cette question.

Évoquant franchement « l'engouement » des Monténégrins pour les armes, le Ministre de la défense Vučinić a déclaré qu'il tenait beaucoup à « notre longue et fière tradition consistant à faire de notre mieux pour préserver notre liberté ».

Il ne doutait pas cependant que la population comprendrait la nécessité pour le pays de s'attaquer au lourd fardeau » de ces armements excédentaires — « rappel visible de notre passé fâcheux » — et de tourner son attention vers le développement économique.

« Nous devons absolument régler le problème d'ici à la fin de 2009, » a-t-il dit, « raison pour laquelle nous sommes si reconnaissants envers l'OSCE, le PNUD et les autres donateurs qui nous aident à atteindre cet objectif dans le cadre du MONDEM. »

« Certes, les chars et les armements lourds ont toujours symbolisé la force des armées et ont suscité beaucoup de fierté, » a ajouté le vice-amiral Samardžić, alors que le premier fût de canon de grande longueur tombait sur le sol avec un grand bruit sourd accompagné d'applaudissements chaleureux des hôtes distingués. « Mais, désormais, les armes les plus puissantes dans un Monténégro moderne ne seront pas constituées par ses armements et ses munitions, mais par ses politiques et ses attitudes. »

Patricia N. Sutter est Rédactrice en chef du Magazine de l'OSCE



Podgorica, 21 décembre 2007 – La démilitarisation du Monténégro se poursuit de manière satisfaisante, d'après ce qu'ont déclaré le Conseil de supervision et le Comité exécutif du Programme de démilitarisation du Monténégro lors d'une réunion tenue aujourd'hui sous la Présidence du Ministre de la défense, Boro Vučinić.

L'apport financier des donateurs se chiffre désormais à plus de 2,5 millions d'euros, soit plus de la moitié du coût de ce programme d'un montant de 4,3 millions d'euros. Le dépôt de munitions de Taras, situé à une trentaine de kilomètres de Podgorica, fait partie des trois

dépôts devant bénéficier d'améliorations dans le cadre de ce programme.

Le démantèlement des chars a été mené à bonne fin, 60 chars de combat T-55 ayant été fondus sous forme de ferraille à l'aciérie de Nikšić (voir photo) en produisant un revenu de 407 000 euros en faveur des activités de démilitarisation.

Un seul char est resté intact. Il occupe désormais une place de choix au musée militaire du Monténégro. — P. N. Sutter



Kosovo : l'héritage d'une riche expertise électorale de l'OSCE

Par Drew Hyslop

Tôt dans la matinée du 17 novembre 2007 plus de 2 000 bureaux de vote ont ouvert leurs portes dans tout le Kosovo, afin de permettre à 1,5 million d'électeurs de choisir leurs représentants à trois niveaux de gouvernance : l'Assemblée du Kosovo, l'organe électif le plus élevé des Institutions provisoires d'administration autonome, les assemblées municipales et les maires.

Bien que l'attention de la planète se soit tournée à nouveau depuis longtemps vers ce qui va se passer au Kosovo, il convient d'analyser l'importance de ce qui a été accompli en cette journée de novembre. Sans grande fanfare, l'OSCE a joué un rôle dynamique dans les coulisses en aidant à faire en sorte que les élections se déroulent aussi harmonieusement que possible, qu'elles satisfassent aux normes internationales et — vu les délais serrés — qu'elles puissent tout simplement avoir lieu.

Apporter un appui pour l'administration d'élections n'a rien de nouveau pour l'OSCE. Depuis la première élection qu'elle a

supervisée en Bosnie-Herzégovine en 1996, l'Organisation a continuellement participé aux efforts faits pour aider les démocraties émergentes de l'ensemble de l'ex-Yougoslavie à s'acquitter des engagements électoraux qu'elles venaient de contracter. Le transfert de compétences et de savoir-faire aux fonctionnaires locaux et nationaux afin de leur permettre de mener eux-mêmes les opérations électorales est au cœur de ces efforts.

Au Kosovo, l'OSCE s'est acquittée de la tâche titanesque consistant à organiser des élections dans le cadre du rôle qu'elle a joué au cours des huit dernières années : en 2000, l'Organisation, en sa qualité de « pilier » chargé de cette question dans le cadre de l'administration intérimaire dirigée par l'Organisation des Nations Unies, a organisé les premières élections démocratiques au Kosovo et a aidé à lancer la mise en place d'une structure interne de gestion des élections.

Au fil des années, l'Organisation a renforcé les compétences locales et a transféré lentement mais sûrement les responsabilités aux autorités kosovares. Lors des années sans

Dépouillement à Bukosh, municipalité de Suharekë/Suva Reka.
Photo : OSCE/Hasan Sopa

élections, elle s'est attachée principalement à renforcer la Commission électorale centrale, organe multiethnique indépendant et géré localement qui est chargé d'organiser les élections. Les membres du Secrétariat de la Commission, son bras opérationnel, ont également bénéficié d'un soutien de l'OSCE sous la forme de cours de formation spécialisée et de toute une série d'activités destinées à améliorer leur professionnalisme.

L'année 2007 — la troisième après les dernières élections — devait marquer un tournant dans ce partenariat. La Commission, tout en restant présidée par le chef de mission de l'OSCE, devait assumer presque entièrement la responsabilité de l'administration des élections, les experts de l'OSCE devant se borner à les superviser et à donner des conseils.

Toutefois, du fait que les élections de novembre ont été annoncées tardivement — en raison principalement des incertitudes politiques liées aux pourparlers sur le statut, elle ne l'on été que le 31 août — l'OSCE a dû assumer beaucoup plus de responsabilités qu'il n'était prévu initialement dans le scrutin de 2007. La Mission de l'OSCE a réagi rapidement en recrutant pour une courte durée 136 personnes supplémentaires afin notamment de renforcer l'assistance qu'elle apporte à la Commission électorale.

« Il est déjà assez compliqué de gérer une élection quand les conditions sont idéales, mais en organiser trois simultanément en disposant de moins de trois mois pour les préparer posait un défi extrêmement difficile, » a déclaré Hugh Fulton, Directeur du Département des élections



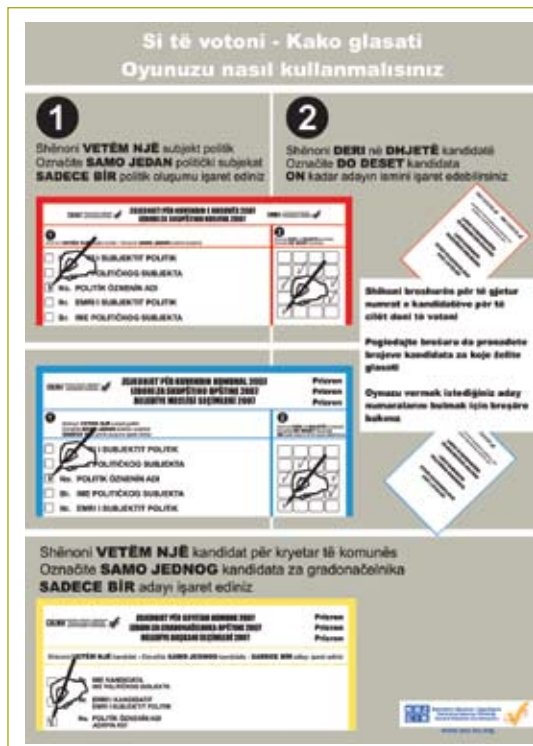
de la Mission de l'OSCE au Kosovo.

Un autre problème a résidé dans l'arrivée précoce de l'hiver avec les conséquences que des températures négatives pouvaient avoir sur les routes et les services — car cela pouvait contrarier les plans les mieux conçus, par exemple en ce qui concerne le moment où les bulletins devaient arriver et être distribués.

Peu après l'annonce de la date des élections de novembre, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au Kosovo, Joachim Ruecker, a rencontré le personnel de l'OSCE s'occupant des élections. Tout en reconnaissant que celles-ci « constituaient incontestablement une opération difficile du point de vue politique et technique », il a ajouté qu'il « était rassuré par le fait que la Commission électorale centrale, avec l'appui de l'OSCE, était fermement résolue à assurer le succès des élections ».

La Mission de l'OSCE et ses partenaires locaux pour les élections estimaient qu'ils ne pouvaient pas se permettre d'échouer. L'équipe avait conscience que toute faille dans les

Le Centre de dépouillement de Pristina géré par l'OSCE a recueilli beaucoup d'éloges de la part des observateurs internationaux.



Toute une série de documents d'information en albanais, en serbe et en turc, de même qu'en rom dans certains cas, ont joué un rôle déterminant dans l'éducation du public au sujet de la triple élection du 17 novembre.



Journée électorale au camp de Plementina pour les Roms déplacés : afin d'éviter les doubles votes, un agent électoral se sert d'une lumière ultraviolette pour contrôler la marque apposée à l'encre invisible sur la main d'une électrice.



Hashim Thaci, Président du Parti démocratique du Kosovo (et maintenant Premier Ministre), dépose son bulletin dans l'urne.



rouages administratifs pouvait servir de prétexte commode dans le contexte politiquement chargé qui entourait les pourparlers sur le statut futur du Kosovo et les rumeurs de boycott par certaines communautés.

« Lorsque nous avons passé en revue la liste de tâches impressionnante, nous avons eu souvent le sentiment que les risques d'échec étaient supérieurs aux chances de succès, » a dit Bujar Basha, spécialiste des élections de l'OSCE originaire du Kosovo, « mais en faisant le maximum d'efforts, nous avons réussi à tenir notre promesse. »

En un peu moins de dix semaines — soit la moitié du délai idéal de préparation — la Mission de l'OSCE et la Commission électorale centrale ont réussi à mener à bonne fin l'avalanche d'activités suivantes :

- Examen et certification de 7 921 candidats appartenant à 96 entités politiques, en sorte que toutes les communautés des 30 municipalités du Kosovo étaient représentées ;
- Report de ces candidatures sur 61 bulletins

différents : dans le cas de chacune des 30 municipalités, un bulletin pour l'élection à l'Assemblée municipale, un autre pour la course à la mairie et encore un autre pour le scrutin à l'Assemblée du Kosovo ;

- Impression au Kosovo et en Slovénie, sous strict contrôle de sécurité, de près de 7 millions de bulletins ainsi que de plus de 50 000 brochures présentant les candidats ; et
- Distribution des bulletins aux 2 323 bureaux de vote.

En plus de la production et de la distribution des bulletins, la Commission électorale centrale et l'OSCE se sont également chargées :

- De la rédaction du cadre électoral, comprenant les procédures relatives à l'ensemble du processus électoral, les règles applicables à la campagne et à son financement, les codes de conduite et les règles à suivre par les observateurs ;
- De l'établissement et de l'actualisation des listes électorales ;

Urnes mobiles

La prise en compte de questions politiques délicates liées à l'appartenance ethnique a toujours fait partie intégrante de la coordination d'élections au Kosovo. Le 17 novembre 2007, l'OSCE a tout fait, comme lors des scrutins précédents, pour permettre aux résidents de l'ensemble des municipalités de voter. Afin de parer à d'éventuels boycotts, des véhicules disposant d'agents électoraux internationaux qualifiés se tenaient prêts à faire fonction de bureau de vote mobile en se précipitant vers tout endroit où un bureau de vote n'aurait pas ouvert.

« En raison du vaste réseau de bureaux de terrain dont dispose l'OSCE au Kosovo, nous sommes parvenus à surmonter les contraintes en matière de sécurité et d'autres contraintes organisationnelles et à déployer 16 équipes pour permettre aux électeurs de toutes les municipalités de voter facilement, » a dit Alastair Livingston, chef du Bureau régional de Mitrovica/Mitrovicë.



Une décennie d'expérience électorale

Réagir rapidement afin d'appuyer les autorités dans le renforcement des institutions démocratiques, c'est ce que l'OSCE fait le mieux. Dans le domaine particulier de l'administration des élections, l'OSCE peut s'enorgueillir d'un bilan impressionnant dans les Balkans occidentaux :

Bosnie-Herzégovine
1996 Élection générale
1997 Élection municipale
1997 Élection à l'Assemblée nationale en Republica Srpska
1998 Élection générale
2000 Élections générale et municipale

Kosovo
2000 Élection municipale
2001 Élection à l'Assemblée centrale
2002 Élection municipale
2004 Élection à l'Assemblée centrale
2007 Élection à l'Assemblée centrale, élection municipale et élection des maires et deuxième tour de l'élection des maires

- De la formation de 170 agents de terrain pour informer le public au sujet d'un nouveau système de « liste ouverte », qui permettait de voter pour des candidats individuels et pour une entité politique ;
- De l'accréditation de près de 26 000 observateurs locaux et internationaux ; et
- De veiller à ce que les bureaux de vote soient prêts pour ce qui est de leur dispositif de sécurité, de leurs procédures de vote et de leurs documents électoraux.

« Malgré une annonce tardive, l'administration électorale intérieure, moyennant un appui indispensable de la part de la communauté internationale, est parvenue à mettre en place les dispositions requises pour pouvoir tenir les élections au moment voulu, » a dit le Conseil de l'Europe dans une déclaration préliminaire le 18 novembre.

L'immense majorité des 150 observateurs électoraux du Conseil de l'Europe ont porté une appréciation positive sur le scrutin en le décrivant comme paisible et comme ayant été « administré de manière efficace avec un degré élevé de transparence ».

« Bien que cette nouvelle performance impressionnante de l'OSCE dans le domaine des élections n'ait pas fait la une des journaux, nous avons la certitude d'avoir permis à l'ensemble de la population du Kosovo de dire son mot dans son avenir, » a déclaré Hugh Fulton. « L'aptitude de l'équipe électorale à s'occuper de presque tous les aspects d'une élection a été mise à rude épreuve dans des

circonstances très difficiles, ce dont il faudrait la féliciter ».

« Malgré un délai de préparation très court, qui a rendu les choses difficiles, je suis pleinement convaincu que la décision d'organiser des élections était judicieuse car il était important que les représentants locaux participant aux pourparlers sur le statut du Kosovo bénéficient d'un mandat solide ou reconfirmé de façon démocratique, » a déclaré l'Ambassadeur Tim Guldemann, chef de la Mission de l'OSCE au Kosovo.

Il a émis l'espoir que le soutien et les conseils apportés par l'OSCE continueront à jouer un rôle important dans le processus d'apprentissage en cours de la Commission électorale centrale tout en convenant qu'il se pourrait fort bien que les grandes opérations électorales en Europe du Sud-Est soit désormais révolues.

« Dans ce cas, » a ajouté l'Ambassadeur Guldemann, « l'importante contribution que nous avons apportée aux récentes élections au Kosovo marque peut-être la fin d'un chapitre coloré et gratifiant de l'histoire de l'OSCE. Cela devrait être une source de grande fierté. »

Drew Hyslop a rédigé cet article alors qu'il travaillait comme conseiller au Bureau du Secrétaire général de l'OSCE. Il est maintenant conseiller électoral au Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE installé à Varsovie.



Vote par correspondance

Comme lors des scrutins précédents, les électeurs remplissant les conditions voulues qui vivaient hors du Kosovo ont pu faire entendre leur voix dans le processus démocratique en envoyant leur bulletin par la poste. En novembre 2007, cependant, le scrutin hors du Kosovo a constitué une opération plus importante que les années passées.

« Les 16 000 bulletins que nous avons reçus jusque d'Australie représentaient beaucoup plus que ce à quoi nous nous attendions et plus de cinq fois le nombre de bulletins reçus lors de l'élection de 2004, » a dit Ron Laufer de l'OSCE, qui a coordonné cette action. « Toutefois, avec le soutien de l'ensemble de la Mission, notre petite équipe s'est vraiment bien acquittée de cette partie de l'opération. »



Emménagement dans un joyau architectural

Le No 6 de la Wallnerstrasse s'anime

Par Philip Hatton

Tout a commencé par une décision des États participants prise lors de la réunion de leur Conseil ministériel tenue à Porto en 2002 « pour donner un visage à l'OSCE ». Le Gouvernement autrichien, hôte de l'Organisation, a jugé que le moment était venu de transférer le Secrétariat de son centre commercial dans des locaux lui appartenant en propre et plus dignes.

L'adresse désignée : le Palais Pálffy-Erdödy, élégant mais sans prétention, situé dans la Wallnerstrasse, en plein cœur du centre historique de Vienne et à un jet de pierre de la Hofburg, où le Conseil permanent se réunit toute les semaines.

La rénovation profonde de ce bâtiment vieux de deux siècles a débuté à la fin de 2004, sous l'œil attentif de l'Office fédéral des monuments historiques. Sous la direction du Département de l'administration et des finances, on a commencé à planifier sérieusement le déménagement au milieu de 2006 afin de faire en sorte que tous les détails de la matrice complexe de problèmes liés au transfert soient en place.

Demander au gens de changer leur façon de travailler a constitué peut-être le plus grand défi de toute l'entreprise. Le Secrétariat était installé au Kärntnerringhof, sur la fameuse Ringstrasse de Vienne, depuis plus de dix ans. Le personnel s'était attaché à ses bureaux et à la « culture » qui s'était créée dans cet environnement.

Afin de tenir le personnel pleinement au courant des développements, nous avons constitué un groupe de coordination composé de représentants de l'ensemble des unités et départements. Nous avons pensé à tout, depuis les râteliers de bicyclettes jusqu'aux machines à café et depuis l'aménagement des bureaux jusqu'à la couleur du mobilier.

À mesure que la date de livraison approchait, l'équipe du projet informatique, dirigée par Christian Ruehrig, le personnel chargé du nettoyage et des installations, placé sous la direction d'Uli Schmidt, ainsi que les responsables de la planification conduits par Chris Jones — les véritables stars

du déménagement — ont commencé à s'attaquer à des questions de plus en plus complexes.

On a aussi consacré beaucoup de temps aux discussions avec les autorités autrichiennes sur l'Accord d'utilisation dans le cadre duquel l'occupation des locaux par l'OSCE devait être gérée.

Finalement, fidèles à leur promesse, les architectes Ablinger, Vedral & Partner ZTGmbH ont achevé le projet de la Wallnerstrasse fin novembre.

Le déménagement, entre le 12 et le 16 décembre, avait été orchestré soigneusement avec le concours de l'adjudicataire de l'appel d'offres lancé pour la conception des bureaux, le mobilier et les services de déménagement. Il avait été demandé au personnel de travailler à domicile ou depuis la Hofburg pendant que les camions de déménagement vidaient progressivement les bureaux du Kärntner Ring pour remplir ceux du No 6 de la Wallnerstrasse.

À 9 heures le 17 décembre 2007, plus de 300 membres du Secrétariat et du Bureau du Représentant pour la liberté des médias se sont présentés pour travailler à un siège de cinq étages léger, aérien et pleinement fonctionnel qui allie gracieusement le traditionnel au contemporain.

Comme dans le cas de tout changement de résidence, une période d'adaptation est nécessaire pour permettre au gens de découvrir ce que les nouveaux locaux ont (et n'ont pas) à offrir. Toutefois, il est manifeste que le large éventail d'installations disponibles et le fait que les fonctions d'administration et de représentation soient associées sous un même toit suscitent un nouvel esprit de collégialité.

« Nous rêvons tous d'un monde meilleur — et nous y travaillons tous, » a déclaré l'architecte Herbert Ablinger lors d'une réception offerte au personnel de l'OSCE. « J'espère que nous sommes parvenus à concevoir un bon lieu de rêve — de réflexion — de discussion — de travail pour vous tous. »

Le Secrétariat a finalement un visage.

Philip Hatton, Directeur adjoint de l'administration et des finances, était le responsable du projet de la Wallnerstrasse.



Nombre des bureaux situés dans l'aile contemporaine donnent sur la cour d'inspiration asiatique. Photos : OSCE/Mikhail Evstafiev

« La rénovation méticuleuse de la façade au moyen de matériaux d'origine a marqué la fin des vastes travaux de restauration et de maintenance en donnant l'assurance que le Palais Pálffy offrira à l'OSCE un cadre digne d'elle et en faisant ressortir le statut de Vienne comme ville d'accueil et siège de nombreuses organisations internationales. »

Site Web de l'Office fédéral autrichien des monuments historiques (Bundesdenkmalamt) : www.bda.at

Le projet de la Wallnerstrasse a été lancé par le Ministère fédéral de l'économie et du travail par l'intermédiaire de la Burghauptmannschaft Österreich (Bureau du palais impérial de la Hofburg de Vienne).

« Les nouveaux locaux créeront un nouvel espace d'engagement et de responsabilité conçu pour répondre aux demandes croissantes de l'Organisation et au regain d'importance de ses missions. Ce palais historique symbolise l'essence de l'OSCE : un programme commun en matière de sécurité et de coopération œuvrant en faveur de la paix, de la prospérité et de la démocratie dans l'ensemble de notre continent. »

Le roi Juan Carlos Ier d'Espagne lors de l'inauguration du nouveau siège de l'OSCE, le 21 novembre 2007



Le roi Juan Carlos Ier et le Secrétaire général, Marc Perrin de Brichambaut, à la Hofburg avant la cérémonie d'inauguration de la Wallnerstrasse.

« L'OSCE a toujours été un projet plus qu'une institution. Depuis ses tout débuts à la Conférence d'Helsinki de 1975, elle a eu pour but d'édifier une Europe qui soit entière, libre et en paix avec elle-même et le reste du monde. Aujourd'hui, grâce à la générosité et à la clairvoyance du peuple autrichien, ce projet a un domicile et un visage au cœur de la grande Europe. L'OSCE est fière d'être à Vienne et reconnaissante aux Viennois de leur accueil chaleureux. Les 56 États participants répartis sur l'Europe, l'Eurasie et l'Amérique du Nord mais liés entre eux par une histoire commune et un ensemble fondamental de valeurs, sont honorés par ce lieu prestigieux qui les incitera à coopérer toujours davantage. Il est impossible de remercier comme il convient tous ceux qui ont rendu ce moment possible. Je vous remercie pour ce bel objet ; il nous rappellera les hautes valeurs qui nous guident. »

Le Secrétaire général de l'OSCE, Marc Perrin de Brichambaut

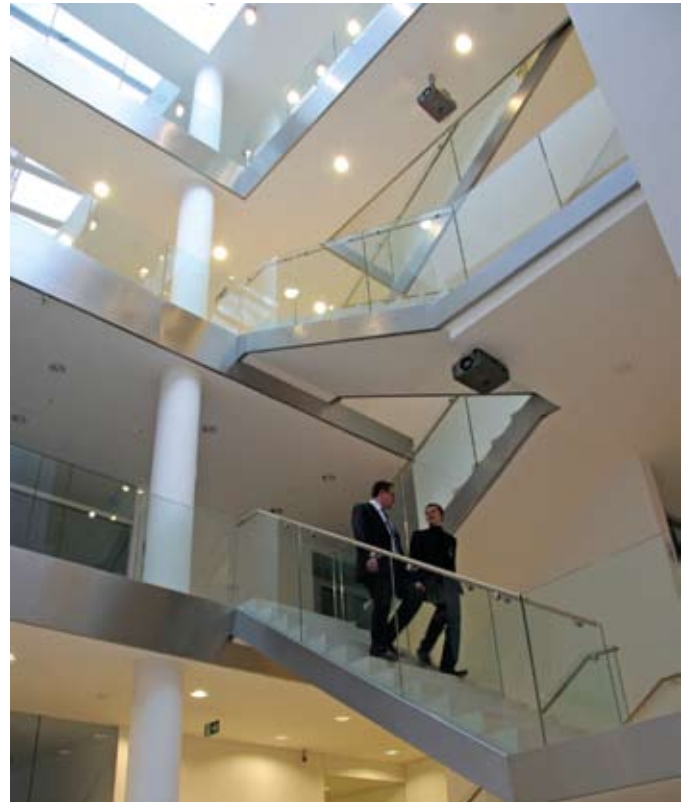
Sur la façade de style classique, fenêtres surmontées de demi-lunes ornées de bas-reliefs.





« La Palais Pálffy n'a été pendant longtemps qu'une bâtisse grise inaccessible et pendant dix bonnes années un simple chantier de construction... Le 22 novembre 2007, toutes les parties concernées se sont déclarées satisfaites : les architectes, qui avaient respecté rigoureusement leurs coûts et leurs délais ; l'Office fédéral des monuments historiques, qui avait déclaré fièrement le Palais Pálffy-Erdödy « Monument du mois » (pour novembre) ; et le roi Juan Carlos Ier, qui a inauguré le nouveau bâtiment au nom de l'Espagne, laquelle assumait la Présidence de l'OSCE en 2007. Et même la Wallnerstrasse a recommencé à paraître un peu plus chic sans être tout à fait sur le devant de la scène. »

Judith Eiblmayr, « Moderne, chic, classique », *Die Presse*, 29 décembre 2007



« La première fois que je suis venu ici et que j'ai vu le dépôt de livres dans la cour, qui a depuis été démolli pour céder la place à la lumière et à l'espace, j'ai été choqué — c'était comme un tombeau, un labyrinthe obscur. J'espère que nous avons réussi à concevoir un bon lieu de rêve — de réflexion — de discussion — de travail pour vous tous. »

L'architecte Herbert Ablinger lors de la réception offerte au personnel de l'OSCE, le 21 novembre 2007



Céder la place à la lumière et à l'espace. Photos : OSCE/Velimir Alic



Inauguration du No 6 de la Wallnerstrasse, le 21 novembre 2007 : le roi Juan Carlos Ier d'Espagne, flanqué du Président autrichien Heinz Fischer et de la Ministre autrichienne des affaires étrangères Ursula Plassnik.
Photo : Holzner/Hopi-Media



le grand foyer

OSCE/VELMIR PALIC

« L'Espagne, dont l'histoire récente est étroitement liée à celle de l'OSCE, a toujours souligné l'intérêt particulier de l'Organisation. De fait, notre passage à une société pleinement démocratique a coïncidé avec la naissance et le développement de l'OSCE. Lorsqu'elle a assumé la Présidence de l'Organisation en 2007, l'Espagne se proposait d'enrichir son héritage et de renforcer ses fondements politiques. Le succès de l'OSCE et les défis qui nous attendent montrent que l'Organisation est tout aussi nécessaire aujourd'hui qu'elle l'était lors de sa création. »

Le roi Juan Carlos Ier d'Espagne

« L'Autriche a foi dans les valeurs de l'OSCE, son approche de la sécurité douce, sa capacité d'adaptation aux défis nouveaux et son aptitude à réagir en situation de crise — en bref, nous croyons fermement en l'OSCE et en son avenir. Aussi longtemps qu'elle restera souple et capable de s'adapter et de réagir rapidement aux nouveaux phénomènes qui menacent notre environnement de sécurité, l'OSCE demeurera un instrument vital dans la structure de sécurité européenne et conservera sa pertinence pour déjouer les menaces et assurer la sécurité au profit des générations à venir. Je tiens à féliciter les deux architectes qui ont conçu et réalisé ce projet époustouflant en transformant le Palais Pálffy en un bâtiment ultra-moderne à usage de bureaux tout en préservant sa substance historique. L'Autriche prend très au sérieux la responsabilité qui lui incombe en tant que pays hôte d'organisations internationales importantes. Nous sommes conscients du fait que vous contribuez tous, par vos initiatives et vos activités, à rendre ce monde plus sûr. »

Le Président de la république d'Autriche, Heinz Fischer



OSCE/MIKHAL EVSTAFEV

« Les liens entre l'OSCE et Vienne, sa ville siège, se sont développés au fil des années. Le nouveau bâtiment de l'OSCE en apporte un nouveau témoignage visible et fait ressortir le soutien solide que nous apportons à cette organisation de sécurité régionale de premier plan dont le mandat couvre un espace allant de Vancouver à Vladivostok. » **La Ministre autrichienne des affaires étrangères, Ursula Plassnik**

Quelque 450 mètres carrés de plancher en bois marqueté ont été minutieusement restaurés.



OSCE/MIRHAÏL BOSTARIEV

Jamila Seftaoui, une spécialiste des questions de parité des sexes ayant plus de 16 ans d'expérience internationale, a pris ses fonctions de **Conseillère principale pour les questions de parité des sexes au Secrétariat de l'OSCE** le 1er novembre 2007.

Pendant plus d'une décennie, Mme Seftaoui a été affectée à des missions de terrain en Afrique, en Asie et en Europe, où elle a fourni une assistance technique et un soutien consultatif aux gouvernements donateurs et bénéficiaires dans le cadre de leurs efforts visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, énoncés par l'Organisation des Nations Unies, dans les domaines de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

« Les activités visant à parvenir à l'égalité des sexes ne devraient pas se limiter à la dimension humaine, » explique Mme Seftaoui, évoquant les défis auxquels l'OSCE est confrontée en tant que plus importante organisation régionale de sécurité.

« Œuvrer à un meilleur équilibre hommes-femmes fait partie intégrante du mandat de l'OSCE en matière de sécurité, car la stabilité et un développement inclusif et durable ne sont pas possibles sans la présence, la participation et l'avancement des femmes. La pleine intégration d'une démarche tenant compte des spécificités des deux sexes dans les activités de l'OSCE dans toutes les dimensions constitue un indicateur clef de l'efficacité de l'action des institutions et des opérations de terrain de l'OSCE. »

Avant sa nomination à l'OSCE, Mme Seftaoui a été chef d'équipe et conseillère principale auprès de la Coopération technique allemande (GTZ) en Afrique du Nord. Elle a lancé et géré le premier projet sur la parité des sexes au Maroc, coopérant étroitement avec des représentants du Gouvernement, de la société civile et du secteur privé pour faire adopter une démarche tenant compte des spécificités des deux sexes dans les politiques et programmes économiques et sociaux.

Ses affectations internationales précédentes auprès de la GTZ et du Fonds de l'ONU pour la population l'ont notamment conduite en Allemagne, en Tanzanie, en République centrafricaine et au Bangladesh, où elle était chargée de gérer des projets de coopération technique et de renforcer les capacités locales pour l'amélioration des droits des femmes et des services de santé.

De nationalité allemande et née à Meknès, au Maroc, Mme Seftaoui est titulaire de maîtrises de psychologie et de santé publique de l'Université de Bielefeld, en Allemagne. Elle parle l'anglais, le français, l'allemand, l'espagnol, l'arabe et le swahili.

Philip N. Remler

a pris ses fonctions de **chef de la Mission de l'OSCE en Moldavie**

le 19 décembre 2007 après une carrière diplomatique de plus de deux décennies auprès du Département d'État des États-Unis.



OSCE/MIRHAÏL BOSTARIEV

Avant sa nomination à l'OSCE, il était Conseiller principal auprès de l'Ambassadeur des États-Unis à Moscou, où les conflits de longue durée, notamment la Transnistrie, faisaient partie de ses attributions.

Il a passé dix années à s'occuper des conflits dans le Caucase, en qualité de spécialiste des questions politiques en Azerbaïdjan (1992-1994), auprès du Groupe d'assistance de l'OSCE en Tchétchénie (1995) et de la coprésidence américaine du Groupe de Minsk de l'OSCE (1996-1998), qui vise à résoudre le conflit du Haut-Karabakh. Il a également été chef adjoint de mission et chargé d'affaires à l'Ambassade des États-Unis en Géorgie (1999-2002).

L'Ambassadeur Remler a occupé des fonctions qui l'ont amené à travailler sur l'Iraq au Département d'État, au Conseil de sécurité nationale et auprès de l'Autorité provisoire de la Coalition (1987-1990 et 2003-2005).

Il est titulaire d'une maîtrise d'histoire et parle le russe, le géorgien et le turc.



OSCE/POLES ZACHENKO

Istvan Venczel, diplomate hongrois chevronné, a succédé le 27 décembre 2007 au Slovaque Miroslav Jenca en qualité de **Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ouzbékistan**.

C'est la troisième affectation de l'Ambassadeur Venczel à l'OSCE. Il a été chef du Centre de l'OSCE à Achgabat (2000-2001) et chef du Centre d'Almaty (2002-2003).

Au moment de sa nomination, il venait juste de terminer son mandat d'Ambassadeur de Hongrie en Iran (2003-2007). Il a également été Ambassadeur au Pakistan (1992-1996).

D'autres postes diplomatiques ont été Téhéran (1971-1975), Kaboul (1978-1982) et Tripoli (1985-1989). Par la suite, à Budapest, il a été Directeur adjoint du Département politique chargé des pays de la CEI au Ministère des affaires étrangères (1996) avant d'être Directeur adjoint de la planification politique et de l'information (1997-1999).

Après des études de droit à l'Université des sciences de Szeged, il a obtenu un diplôme de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou, où il s'est spécialisé dans l'Iran et l'Afghanistan.



Raphael F. Perl, citoyen des États-Unis et expert en matière de politique de lutte contre le terrorisme, a pris ses fonctions de **chef de l'Unité d'action de l'OSCE contre le terrorisme** le 12 novembre 2007, succédant à Karl Wycoff. Auteur de plus de 120 publi-

cations sur le terrorisme durant sa carrière au Centre de recherches du Congrès des États-Unis, il est fréquemment invité à parler du terrorisme mondial dans le cadre de débats et de conférences et il a témoigné devant le Congrès des États-Unis.

M. Perl voit l'Europe devenir de plus en plus à la fois une cible terroriste et un vivier pour les activités terroristes.

« Malgré près d'une décennie passée à se concentrer davantage sur le terrorisme international, de vastes ressources et un grand nombre de vies humaines ayant été gaspillées sur diverses stratégies et tactiques, y compris des guerres, il est décevant de constater à quel point les progrès réalisés en termes de compréhension des racines du terrorisme et de mitigation des idéologies radicales ont été maigres, » explique M. Perl.

« Un problème majeur est celui de l'absence de données objectives concernant les attitudes, les tendances, les objectifs, les manifestes extrémistes, la rhétorique provocatrice et d'autres éléments mesurables du processus terroriste et de son infrastructure.

« Il y a aussi bien trop de réactions épidermiques au terrorisme et pas assez de recherche d'un consensus pour formuler des politiques de règlement non-violent d'un conflit lorsque c'est possible — ou pour une action résolue et cohérente lorsque cela ne l'est pas. À travers l'Unité d'action contre le terrorisme, nous espérons faciliter davantage cette recherche d'un consensus et unir la communauté de l'OSCE. »

M. Perl a été chargé de cours extérieur à Princeton, à Dartmouth et dans d'autres grandes universités américaines, et il était récemment professeur adjoint à l'Université George Washington à Washington, D.C. Alors qu'il travaillait à la Bibliothèque du Congrès, il a été directeur de projet d'une étude de la National Academy of Engineering sur l'évaluation du risque terroriste. Il a pris part à plusieurs projets conjoints de lutte contre le terrorisme parrainés par les académies nationales des sciences et l'Académie russe des sciences. Parmi les thèmes abordés figuraient notamment la lutte contre le terrorisme en Russie et le terrorisme urbain.

M. Perl est titulaire d'un doctorat en droit et d'une licence en sciences (Service diplomatique) de l'Université de Georgetown à Washington, D.C.



L'Allemand **Hans Jochen Schmidt**, qui a succédé au Suédois Åke Peterson le 4 février, est le nouveau **chef du Bureau de l'OSCE à Minsk**.

Diplômé en droit de l'Université de Bonn, l'Ambassadeur Schmidt a rejoint le service diplomatique de son pays en 1979, ses premiers postes l'ayant conduit au Caire, à Kinshasa et à Atlanta (Géorgie).

En 1992, il a été promu chef adjoint de division au Département des affaires européennes du Ministère fédéral des affaires étran-

gères. Il a coordonné les négociations avec les ex-États soviétiques, y compris la Biélorussie, dans le cadre du partenariat et de la coopération avec l'UE.

En l'an 2000, après avoir été pendant quatre ans Consul général adjoint et faisant fonction à Saint-Petersbourg, l'Ambassadeur Schmidt a été nommé chef adjoint de l'Ambassade d'Allemagne à Kiev. Lors de l'historique élection présidentielle en Ukraine en 2004, il a coordonné toutes les questions électorales avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE.

Tout récemment encore, il dirigeait la Division du Ministère fédéral des affaires étrangères qui est chargée des relations culturelles entre l'Allemagne et l'Asie, l'Amérique latine et les pays arabes.

Le Bureau de Prague de l'OSCE fête les dix ans de son service de recherche

Géré et coordonné par le Bureau de Prague du Secrétariat, le programme de chercheurs résidents de l'OSCE est au service des chercheurs des quatre coins du globe depuis 1998.

À ce jour, plus de 150 chercheurs de quelque 37 États participants de l'OSCE ont étudié les archives historiques très complètes de l'Organisation pendant une période d'une durée moyenne de trois mois chacun. Un certain nombre d'entre eux provenaient des États partenaires méditerranéens et asiatiques tels que l'Algérie, l'Égypte, le Japon, la Mongolie et la République de Corée.

La plupart des chercheurs sont des étudiants en relations internationales qui travaillent sur une thèse de maîtrise ou de doctorat axée sur un aspect de la coopération en matière de sécurité. Parmi les chercheurs venus pour une courte durée ont notamment figuré des professeurs d'université concevant un programme de cours ou préparant un ouvrage, des analystes politiques dressant une bibliographie des documents de la CSCE/OSCE, ainsi que des membres d'ONG réunissant des informations pour soutenir leurs causes.

Le Bureau de Prague sert de dépositaire des archives concernant le processus d'Helsinki (1973–1975), sa phase évolutive en tant que Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (1976–1989), les années au cours desquelles la CSCE a créé ses institutions et



est devenue une organisation (1990–1995) et le lancement des activités de terrain (1991–2000). Bon nombre des documents sont disponibles dans les six langues officielles de l'OSCE : allemand, anglais, espagnol, français, italien et russe.

Les candidatures sont acceptées dès maintenant pour l'automne, pour une durée moyenne de trois mois. Une recherche de courte durée peut être organisée en suivant les mêmes procédures de candidature.

Coordonnées :

www.osce.org/secretariat/13083.html

Bureau de Prague du Secrétariat de l'OSCE
Programme de chercheurs résidents
Náměstí Pod Kaštany 2
CZ-160 00 Prague 6
République tchèque
Tél : +420 233 085 468
Télécopieur : +420 233 083 484 ou 487
docs@osce.org



Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

www.osce.org
www.osce.org/publications
e-mail: osce-magazine-at@osce.org

